



Syndicat national des personnels d'inspection

COMMUNIQUE
26 juin 2017

Séminaire « CP 100% de réussite »

Le ministre de l'Education nationale a réuni les inspecteurs dans la perspective du projet "CP 100% de réussite". Nous voilà donc à nouveau confrontés à un débat sur l'apprentissage de la lecture.

S'il s'agit d'affirmer que bien lire, bien écrire, bien compter sont indispensables, nul doute que nous pouvons être facilement d'accord. Mais était-il nécessaire d'engager cette perspective dans l'éternelle querelle sur le primat de la maîtrise du code. Développerons-nous la compétence professionnelle des enseignants dans l'alternance de politiques qui voudront, tour à tour, privilégier ou relativiser l'importance respective des acquisitions instrumentales et de la construction du sens ?

Puisqu'il s'agit, pour notre ministre, de tirer bénéfice de la recherche scientifique, revenons aux enseignements de la conférence de consensus de 2016 (CNESCO-IFE) qui affirmait l'importance conjointe de la maîtrise du code et du développement de la compréhension. La complexité de l'apprentissage de la lecture ne peut conduire à chercher des appuis dans le seul champ de la psychologie cognitive.

Et puisque notre ministre veut s'appuyer sur l'expérimentation, pourquoi met-il en péril le dispositif PMQDC avant même qu'il ait pu être l'objet d'une évaluation objective et alors que bien des observateurs en notaient les aspects positifs et constataient l'engagement des enseignants à le mettre en œuvre qualitativement ?

Le discours d'un retour aux fondamentaux est marqué d'une idéologie peu pragmatique : rappelons qu'un récent rapport d'Eurydice (Commission Européenne) a montré que la France était, de loin, le pays où on consacrait le plus de temps aux fondamentaux. La question n'est donc pas là. Et rappelons que les études nationales et internationales témoignent plutôt d'un déficit de nos élèves sur la construction du sens que sur la maîtrise du code.

Il faut en convenir, la recherche scientifique sur l'apprentissage de la lecture n'est pas unanime lorsqu'elle tente de dégager des préconisations à partir de ses

constats. Pour autant, un consensus se dégage assez largement pour affirmer que la réussite des élèves en lecture repose à la fois sur les dimensions instrumentales de l'apprentissage (construire des relations entre phonèmes et graphèmes pour déchiffrer) et le développement des capacités à comprendre les énoncés, y compris dans la complexité de leurs dimensions textuelles.

Tout cela est question de formation professionnelle des enseignants. Certes, le ministère s'engage à produire des ressources, à mettre en œuvre des formations à distance et quelques stages nationaux. Mais c'est une autre ambition qui est nécessaire qui permette de développer des formations sur le terrain, généralisées et régulières. Le paradoxe est que dans certains départements les moyens consacrés aux CP à 12 viendront amputer les moyens de remplacement qui permettent d'organiser la formation.

Si nous voulons améliorer qualitativement le service public d'éducation et tout particulièrement dans la perspective d'une démocratisation des savoirs, il faut y consacrer les moyens nécessaires qui donneront à l'ensemble des enseignants la possibilité de développer en permanence leurs compétences.

À défaut d'un tel choix, nous allons à nouveau connaître une période de querelles idéologiques sur la lecture où l'annonce d'un prétendu recentrage sur les fondamentaux sera préférée à l'engagement d'une véritable volonté de formation. Nous doutons que ce soit, du point de vue d'un pragmatisme régulièrement invoqué, la meilleure stratégie pour garantir la réussite de tous.